

Devant ce coup de force, les opposants parfois appelés Zadistes s'installent dans le bois des Avenières. Comme à Notre-Dame-des-Landes et à Sivens, le chantier est bloqué. Courant juin 2015, les tribunaux rendront leurs verdicts. Conscients de l'activité intense des lobbies du tourisme, nous savons que quelques modifications bien présentées par leurs avocats peuvent valider le projet de Pierre & Vacances. Nous ne pouvons nous reposer sur les seuls recours en justice, nous gagnerons par le rapport de force que nous sommes capables de créer.

Non au terrorisme économique libéral !



Plus que l'intimidation et les violences sur le terrain de la part des tenants du projet (voitures brûlées, agressions verbales et physiques), l'offensive se porte sur la relance de l'emploi et de l'activité économique (Discours de JP Barbier le 2 Avril). Les habitants de Roybon sont devenus des otages, par la dette mais aussi par le chômage.

Après les destructions des emplois industriels locaux soumis à des conventions collectives il faut se contenter d'emplois précaires. Quelques entreprises trouveront un intérêt ponctuel mais rien de durable et vivifiant pour une région. Il ne s'agit pas d'une cohérence économique promue par des acteurs locaux mais d'un parachutage, par lequel Pierre & Vacances minimise ses investissements et n'aura jamais le souci du territoire qu'il colonise. Le pilotage sera fonction des dividendes engrangés par les actionnaires. Par delà le massacre écologique organisé par les décideurs politiques de tous bords et par Pierre et Vacances, le projet de Center-Parcs n'est pas un projet isolé !

Il s'inscrit dans une forme de relance de l'économie voulue par le gouvernement suivant deux axes : le développement du tout-numérique et de l'industrie du tourisme.

La loi Macron vient faciliter, légaliser la précarisation de l'emploi, avec notamment la création de "Zones Internationales de Tourisme". Elle accélère les grands projets par des dérogations contournant le débat démocratique. Cette relance fait consensus,

du parti socialiste au FN en passant par l'UMP. Les enjeux sont énormes pour le pouvoir mais aussi pour les actionnaires de multinationales comme Pierre & Vacances. Son président Gérard Brémond est à l'origine d'un amendement à la loi favorable à la défiscalisation des investissements dans des structures comme les Center-Parcs.

Fanatisme économique

La France premier pays d'accueil des touristes étrangers n'est qu'à la troisième place pour les devises engrangées. Il faut briguer la première ! Il faut capter la clientèle chinoise, celle qui peut voyager. Actuellement un groupe d'investisseurs Beijing Capital Land (BCL) est en négociation avec Pierre & Vacances pour une prise de parts. A Toulouse, l'aéroport est privatisé à hauteur de 49,9% par des investisseurs chinois, leur projet : porter à 18 millions le nombre de voyageur par an !



Après le bétonnage des bords de mer et des montagnes (qui continue comme à Chamrousse), il reste 80% du territoire français qui n'est pas à leur sens rentabilisé ! Après nous avoir enfermés dans des bulles au travail, ils nous proposent des bulles pour les vacances ! De la même façon, ils détruisent nos espaces de vies et se dédouanent avec des zones protégées dites de compensation...

36 métiers 40 misères.

Non à l'aliénation de nos vies !

Les 700 emplois promis sont en réalité 400 emplois ramenés à du plein temps. La direction et les personnels qui lui sont directement attachés ne seront pas recrutés localement. De nombreuses grèves ont éclaté dans les Center-Parcs déjà existants, soumis à de très mauvaises conditions de travail, et dans certains cas à la fin d'emplois locaux pour cause de délocalisation, comme les services de comptabilité...

Dans le CenterParcs des TroisForêts en Moselle, près de 30% des employés initialement embauchés ont déjà quitté leur emploi trop précaire. C'est le genre d'emploi que l'on ne cherche pas vraiment mais que l'on se voit contraint d'accepter, avec des salaires faibles, souvent compensés par un RSA. Voilà ce que proposent A.Vallini, JP Barbier et Pierre & Vacances.

On le voit, loin de se limiter au saccage de l' environnement, ce combat est aussi un combat pour changer la société. Parce qu'un autre monde est possible. Rejoignez-nous !

La marche des possibles

Samedi 2 MAI 2015 - GRENOBLE
RASSEMBLEMENT au PARC HOICHE à 11h

11h30 : *Départ en joyeux cortège dans les rues de la ville.* Retour au parc Hoiche vers 13h environ.

13h/13h30 : *Pique-nique sur place* avec des plats à partager

14h : *Forum / discussion* autour de l'avenir du travail : Chantage à l'emploi, croissance illimitée, informatisation globalisée... pour quoi faire ?

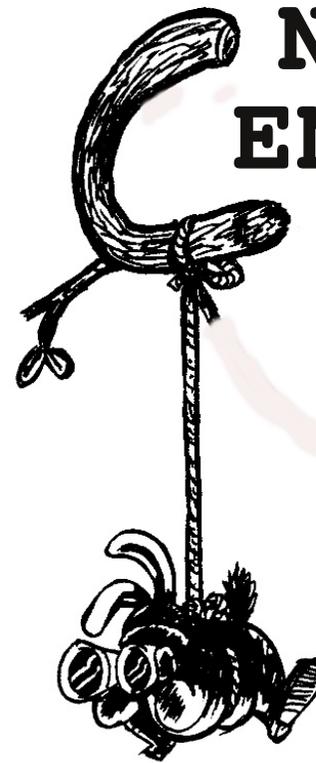
Avec : Des opposants aux projets de Center-Parcs de Roybon et de Poligny (Jura). Des membres d'Ecran Total, réseau de réflexion critique sur la transformation des métiers et des modes de vie par l'informatique et les méthodes de gestion.

Des syndicalistes critiques.

Des occupants de la zad Roybon présenteront leur activité, qui répond directement à leurs besoins hors de toute considération marchande.

Atelier sérigraphie, petite construction en torchis, porteurs de parole...

Les groupes en lutte contre Center-Parcs à Roybon :
*zad-roybon@riseup.net - Lapins & Ecureuils :
lapins-ecureuils@riseup.net -
Collectif grenoblois de soutien à la zad :
soutienchamba@riseup.net*



NON au ENTER-PARCS à Roybon

Le 2 mai à Grenoble, avec la coordination des collectifs opposés à Center-Parcs, dites non à ce projet nuisible, imposé et inutile !

Rappel des faits.

Depuis 2007, des opposants dénoncent l'installation d'un centre de loisir appelé Center-Parcs par le groupe Pierre & Vacances, sur la commune de Roybon, dans les Chambarans. Le bois des Avenières a été vendu une bouchée de pain, 30 centimes du m², pour devenir ensuite constructible. le maire de l'époque Mr Bachasson et les élus ont bradé un patrimoine séculaire et lourdement endetté la commune pour accueillir un village de 1000 "cottages" clôturé, comprenant une bulle aquatique chauffée à 29° toute l'année. Un projet défendu bec et ongles par l'ancien président du conseil général André Vallini. Il va subventionner ce projet privé à hauteur d'au moins 15 millions. Suivi de façon moins

forte par le conseil régional ! C'est à dire que nos impôts sont détournés à des fins privées aux dépens des missions sociales de solidarité.

L'actuel président JP Barbier s'inscrit dans cette continuité dès le premier jour de son installation, le jeudi 2 avril 2015.

Les opposants : les associations Pour les Chambarans Sans Center-Parcs , (PCSCP) l' Association des Pêcheurs de la Drôme, etc. déposent des recours pour atteinte à la faune et la flore, viol de la loi sur l'eau et vices de procédure.

Ignorant ces recours et les conclusions de l'enquête publique, à l'automne 2014, le préfet de l' Isère donne l'autorisation des travaux de déforestation !